

---

---

REPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté Égalité Fraternité*



PRÉFECTURE  
DE LOIRE-ATLANTIQUE

Direction des Affaires Décentralisées  
et de l'Environnement  
Bureau de la Protection  
de l'Environnement  
N° 5 ENV 96

**ARRÊTÉ**

LE PRÉFET DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE  
PRÉFET DE LOIRE-ATLANTIQUE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée ;

**VU** le Décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des Installations Classées ;

**VU** l'Arrêté Ministériel du 13 juin 1994 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;

**VU** le récépissé de déclaration délivré à Monsieur THOMERE le 10 juin 1991 concernant un élevage de 19500 poulets au lieu-dit « l'Oliveraie » à PLESSE ;

**VU** la demande en date du 26 mai 1995 présentée par le GAEC DE L'OLIVERAIE (Monsieur THOMERE Christophe) en vue d'être autorisé à exploiter un élevage de volailles de 67200 équivalents-animaux au lieu-dit "l'Oliveraie" sur la commune du PLESSE ;

**VU** l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

**VU** l'Avis du Commissaire-Enquêteur en date du 21 novembre 1995 ;

**VU** l'Avis du Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées, en date du 4 août 1995 ;

**VU** l'Avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 31 août 1995 ;

**VU** l'Avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 20 novembre 1995 ;

**VU** l'Avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du 11 septembre 1995 ;

**VU** l'Avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 31 août 1995 ;

**VU** l'Avis du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 3 octobre 1995 ;

**VU** l'Avis du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Loire-Atlantique en date du 30 août 1995 ;

**VU** l'Avis de la Direction Régionale de l'Environnement en date du 14 septembre 1995 ;

**VU** l'Avis du Conseil Municipal de FRGREAC en date du 14 septembre 1995 ;

**VU** l'Avis du Conseil Municipal de PLESSE en date du 21 septembre 1995 ;

**VU** l'Avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 23 janvier 1996 ;

**VU** le projet d'arrêté transmis au GAEC DE L'OLIVERAIE (Mr THOMERE Christophe) en application de l'article 11 du Décret n° 77-1133 susvisé, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique :

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1 :** L'élevage sera implanté et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation au lieu-dit "l'Oliveraie", commune de PLESSE. Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

Sur le même site est implanté un élevage de 33 vaches laitières.

**ARTICLE 2 :** La capacité maximale de cet élevage de volailles sera de 67200 équivalents-animaux de plus de 1 jour en présence instantanée et rangé sous le n° 2111-1 de la nomenclature.

L'insertion des bâtiments dans le paysage sera favorisée par des plantations appropriées.

**ARTICLE 3 :** L'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière accumulée.

**ARTICLE 4 :** Les murs et cloisons des bâtiments seront imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

**ARTICLE 5 :** Approvisionnement en eau - Entretien des bâtiments et du matériel :

Au niveau de l'établissement, il y aura de l'eau sous pression en quantité suffisante. Un compteur d'eau volumétrique sera installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

L'eau des abreuvoirs sera de l'eau potable. La qualité de l'eau des puits qui sert à l'abreuvement des vaches laitières sera contrôlée une fois par an. Pour l'améliorer les dispositions suivantes seront prises :

- margelle d'un mètre au dessus du sol avec une pente vers l'extérieur,
- matériau étanche sur une largeur d'au moins 1,50 mètres autour du cuvelage,
- étanchéité du cuvelage sur trois ou quatre mètres à partir de la surface,
- pose d'un drain autour du puits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées vers la fosse de stockage du purin de l'élevage bovin d'une capacité de 440 m<sup>3</sup>.

Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux eaux résiduelles et aux effluents d'élevage et seront évacuées vers le milieu naturel.

Toute communication entre le réseau d'eau potable et tout autre réseau d'eau, même potable, est interdite. En conséquence, les interconnexions par vannes ou robinets seront supprimées et remplacées par des raccords souples. Les installations et appareils de distribution destinés à l'abreuvement des animaux, ne devront pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, d'entraîner, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau d'eau potable.

Toutes les parties des bâtiments seront convenablement ventilées. Toutes mesures efficaces seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

Toutes les parties de l'établissement, les ustensiles, les récipients et tous autres objets utilisés seront maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Les litières et les fientes seront convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeurs et de poussières.

La litière sera enlevée à la fin de chaque lot, le bâtiment sera nettoyé, désinfecté et un vide sanitaire sera réalisé.

**ARTICLE 6 :** Les bâtiments seront convenablement ventilés. Toutes les mesures efficaces, notamment l'épandage superphosphate ou de tout autre produit approprié sont prises pour limiter les émissions d'odeur.

**ARTICLE 7 :** L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

**ARTICLE 8 :** Le fumier ne sera pas stocké sur place. En cas de stockage du fumier sur le site d'épandage, il sera recouvert immédiatement d'une bâche pour éviter tout lessivage.

Il sera entreposé sur un sol plat non fissuré et non hydromorphe à plus de 50 mètres de toute habitation, à 35 mètres des cours d'eau, 50 mètres des points d'eau utilisés pour la consommation, 5 mètres des routes et fossés.

L'épandage des fumiers à moins de 100 mètres de toute habitation ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés à l'exception des terrains de camping à la ferme est suivi d'un enfouissement sous vingt quatre heures.

**ARTICLE 9 :** Il sera épandu sur 190 hectares dont 126 hectares prêtés par trois tiers.

Les déjections ne subissant pas de traitement, l'épandage sera réalisé dans les conditions suivantes :

Les effluents liquides et les déjections solides de l'élevage sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organiques et minérales, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur les prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) 350 kg à l'hectare par an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg à l'hectare par an ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Ils sont établis à partir d'un bilan global de fertilisation annuel et raisonné.

Le Département de Loire-Atlantique étant classé en zone vulnérable, définie au titre du Décret n° 93-1038 du 27 août 1993, relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole les apports azotés d'origine organique ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur les prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) 210 kg à l'hectare par an, jusqu'au 1er janvier 2003 et ensuite 170 kg à l'hectare par an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 170 kg à l'hectare par an ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

L'exploitant déclare au Préfet les modifications notables du plan d'épandage.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne sera dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages,
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie,
- à moins de 35 mètres des berges et des cours d'eau,
- pendant les périodes de forte pluviosité,
- pendant les périodes où le sol est gelé,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- à l'aide de dispositif d'aéro-aspiration générant des brouillards fins,
- sur des terrains à forte pente.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé.

**ARTICLE 10** : Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées et comportera les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation relatif à l'azote et à phosphore, réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement,
- les dates d'épandage,
- les volumes et les quantités d'azote et de phosphore épandus, toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices,
- la nature des cultures,
- le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

**ARTICLE 11** : Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages, seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils seront éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur. Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

**ARTICLE 12** : Les cadavres seront stockés dans un congélateur en attendant leur ramassage par le camion d'équarrissage.

**ARTICLE 13** : Le niveau sonore des bruits émis par les équipements ne devra excéder les seuils fixés par l'Arrêté Ministériel relatif au bruit des installations classées (Arrêté ministériel du 20 août 1985). Il est complété par les dispositions suivantes :

- le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes,

*Pour la période allant de 6 heures à 22 heures*

DUREE CUMULEE D'APPARITION du bruit particulier T	EMERGENCE MAXIMALE admissible en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes < T < 45 minutes	9
45 minutes < T < 2 heures	7
2 heures < T < 4 heures	6
T > 4 heures	5

*Pour la période allant de 22 heures à 6 heures*

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus en tout point de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage tel que sirènes, avertisseurs ou haut-parleurs est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**ARTICLE 14 :** Les bâtiments seront construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables", la couverture étant en matériaux incombustibles.

Le chauffage des éleveuses devra être assuré depuis une chaufferie isolée des locaux d'élevage par des cloisons en maçonnerie et n'ayant aucune communication avec eux, sauf emploi de chauffage au radiant gaz.

Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15.100 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie et les installations au gaz sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

#### **ARTICLE 15 : Incendie - Moyens de secours**

La réserve d'eau existante peut être utilisée à condition :

- que son volume soit de 120 m<sup>3</sup> toute l'année,
- qu'elle soit accessible aux engins pompe selon le schéma joint en annexe de l'Arrêté.

**ARTICLE 16 :** En aucun cas, ni en aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution du dit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

**ARTICLE 17 :** L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserves du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

**ARTICLE 18 :** Une copie du présent arrêté sera déposée en la Mairie de PLESSE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la Mairie de PLESSE pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire de PLESSE et envoyé à la Préfecture de Loire-Atlantique, Direction des Affaires Décentralisées et de l'Environnement, Bureau de la Protection de l'Environnement.



Une ampliation de cet arrêté sera transmise aux Conseils Municipaux de FEGREAC et PLESSE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du GAEC de L'OLIVERAIE dans les quotidiens "Ouest-France", et "Presse-Océan".

**ARTICLE 19** : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis au GAEC DE L'OLIVERAIE (Mr THOMERE Christophe), qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de cet éleveur.

**ARTICLE 20** : Conformément aux dispositions de l'article 14 de la Loi du 19 juillet 1976, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

**ARTICLE 21** : Le secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de CHATEAUBRIANT, le Maire de PLESSE, le Directeur des Services Vétérinaires de Loire-Atlantique - Inspecteur des Installations Classées - sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 14 Mars 1988

LE PREFET

Pour

Le Secrétaire Général

Pierre BARATON

Pour ampliation  
le Chef de Bureau de la Protection de  
l'Environnement

  
M. DELAVAL